



FRANCE

Les grandes ambitions du « jeune Gabriel »

Abaya, uniforme... Gabriel Attal défend ses « préoccupations républicaines » au ministère de l'éducation nationale, et n'exclut pas, le moment venu, de se présenter à la Mairie de Paris

PORTRAIT

SAINT-DENIS (LA RÉUNION) -
 envoyée spéciale

La nuit enveloppe l'océan Indien. Flanké du préfet et du recteur, Gabriel Attal est conduit directement au pied de l'avion qui, depuis Saint-Denis de La Réunion, doit le ramener à Paris. Il suspend sa veste dans le placard de la cabine business, et pose sa vapoteuse sur la tablette, à côté d'un verre de vin rouge. Sa délégation est fourbue, pas lui. Sa chemise blanche n'a pas un pli.

Il est à peine installé qu'un passager s'approche et réclame un selfie : « Je suis fan de vous ! » Le ministre de l'éducation nationale s'exécute, enchanté. « Les gens sont hyper sympas, confie-t-il en se rasseyant. Quand ils viennent vous voir, comme ça, c'est tentant de s'imaginer un destin, de se mettre à y croire... Mais il faut faire la part des choses entre le soutien politique et le simple "vu à la télé". Il ne faut pas se laisser griser. »

Gabriel Attal a passé deux jours sur l'île de La Réunion, pour la rentrée scolaire des Réunionnais. Jeudi 17 août, devant une classe de La Possession, à 15 kilomètres de Saint-Denis, il se laisse questionner par des élèves de primaire : « Es-tu la troisième personne la plus importante en France ?

— Je ne dirais pas ça, tout le monde est important », sourit celui qui a âprement négocié avec Emmanuel Macron de ne « pas être au-dessous » de son prédécesseur, Pap Ndiaye, dans l'ordre protocolaire du gouvernement (il est septième).

Nommé le 20 juillet ministre de l'éducation nationale, à 34 ans

seulement, c'est peu dire que Gabriel Attal est sous pression, à la veille de sa première rentrée. Jeudi 24 août, il s'adressera à tous les recteurs de France pour leur fixer ses trois priorités : « élever le niveau », remettre de « l'autorité » à l'école, et faire en sorte que celle-ci donne enfin « confiance » aux élèves, avec un enseignement artistique et culturel. Le discours « le plus important » de sa carrière politique, confiait-il avant d'apprendre que le président de la République allait faire sa propre rentrée sur les sujets éducatifs, avec des annonces tonitruantes dévoilées mercredi soir dans *Le Point*. « Ça met du vent dans les voiles », jure un conseiller du ministre, qui tente de faire bonne figure.

Lundi 21 et mardi 22 août, Attal a reçu l'ensemble des responsables syndicaux, qu'il avait déjà appelés, un par un. A La Réunion, il a pu toucher du doigt les revendications de ces derniers. Devant une poignée d'entre eux, rencontrés mercredi 16 août au rectorat de Saint-Denis, le ministre a laissé entendre qu'il allait repousser certaines épreuves du bac de mars à juin, afin d'éviter la démobilité des élèves au troisième trimestre. Il annoncera sa décision le 28 août. Il a tenté aussi de rassurer les syndicats sur le fameux « pacte enseignant » (un supplément de salaire en échange de nouvelles missions), promesse de campagne d'Emmanuel Macron qui suscite une grande défiance chez les intéressés. « La fusée n'est pas partie droite, notamment parce qu'il y a eu beaucoup de désinformation, regrette-t-il. J'y crois mais je suis aussi sans tabou : s'il faut des évolutions, je les porterai. »

S'ils ne lui ont rien caché de leurs inquiétudes, les syndicalistes ont semblé satisfaits d'avoir été écoutés par un professionnel de la politique qui en maîtrise tous les codes et a réponse à tout. Mais quelles seront ses marges de manœuvre, alors qu'Emmanuel Macron, qui tenait son prédécesseur brides courtes, a décidé de faire de l'éducation son « domaine réservé » ? Gabriel Attal arrive en outre au pire moment, dans un secteur en crise profonde. Les Français sont nombreux à se détourner de l'école publique, cherchant d'autres solutions dans le privé. Et jamais les enseignants, ballottés au gré de réformes incessantes, perçues comme erratiques, déconnectées du terrain et souvent contre-productives, n'ont eu un moral aussi bas. « En cinq ans, on a eu cinq bacs différents, en grande partie à cause du Covid », reconnaît le ministre.

Quand Emmanuel Macron l'a appelé trois jours avant le remaniement, pour lui proposer le ministère de la santé, Gabriel Attal a décliné, jugeant le terrain « trop balisé ». Après deux appels insistants de la première ministre, Elisabeth Borne, c'est l'éducation nationale qui lui est proposée. « Là, c'est différent, fanfaronne le bon élève du macronisme auprès des deux têtes de l'exécutif. Il y a plus de marge de manœuvre, un combat politique à mener... » Ses amis paniquent : « Ne fais pas cette folie, ça va être la fin de ta carrière politique ! » Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, avec lequel il a cohabité à Bercy, lui avait donné le même conseil : « Si un jour on te propose l'éducation, il ne faut surtout pas prendre ! »





Mais « *le jeune Gabriel* », comme l'a un jour qualifié l'ancien premier ministre Jean Castex, est pressé. Et son risque, calculé. Il sait que l'éducation est l'une des priorités du président de la République, ce qui lui garantit des moyens. Et ce ministère « *proche du quotidien des Français* » peut lui permettre de tisser un lien avec ces derniers, après des mois passés au budget, poste plus désincarné.

« Vide », « mécanique »

Une promotion spectaculaire pour l'un des rares visages identifiés de la « génération Macron ». « *Tous les soirs, je me dis : "C'est extra ce qui t'arrive!" Je pense aussi avec tristesse à mon père, qui n'est plus là pour partager tout ça avec moi.* » Brutalement décédé en 2015, à 66 ans, Yves Attal, producteur de cinéma, adorait la politique, tendance deuxième gauche. Sa mère, Marie de Couriss, issue d'une famille de « *Russes blancs d'Odessa* », a voté Jospin, Bayrou et Sarkozy, puis Hollande et Macron. « *Votre mère a basculé à droite le jour où on a divorcé* », aimait plaisanter son père. Celle-ci a élevé ses trois filles et ses deux garçons dans la religion orthodoxe. Gabriel a fréquenté la cathédrale de la rue Daru, et fête parfois la Pâques orthodoxe. S'il ne se dit « *pas étranger à la question de la transcendance* », il ne pratique plus. « *Dieu est mort à Auschwitz* », répétait Yves Attal, dont une partie de la famille (d'origine juive tunisienne) a été déportée.

En s'installant rue de Grenelle, le 20 juillet, Gabriel Attal a prévenu ses « *Power Rangers* », le quarteron formé par ses plus proches conseillers – sa directrice du cabinet, Fanny Anor, ses chefs de cabinet Maxime Cordier et Antoine Lesieur, et son conseiller en communication, Louis Jublin : « *On va m'emmerder sur mon âge et ma scolarité dans le privé.* » Le ministre décide de déminer lui-même dès la passation des pou-

voirs. Son cabinet est partagé : « *C'est toi qui vas mettre le sujet dans l'atmosphère...* » Il juge in fine l'opération réussie : plus personne ne lui parle de ses 34 ans et de ses jeunes années passées à la prestigieuse Ecole alsacienne.

Gabriel Attal succède à deux ministres clivants, Jean-Michel Blanquer et Pap Ndiaye. Soucieux d'affirmer sa voix, il ne souhaite être identifié à aucun des deux, préférant, il le dit sans ciller, « *la filiation d'un Jean-Pierre Chevènement ou d'un Jack Lang* ». Il sait qu'un ministère aussi lourd, et inscrit dans le temps long, peut conduire à l'échec ou à l'enlèvement. Il veut aller vite. Sur quelques dossiers ciblés, susceptibles de donner lieu à des résultats visibles. Sur le harcèlement scolaire, il a déjà pris un décret permettant le transfert d'un élève harceleur vers un autre établissement. Il entend aussi « *régler* » le problème des remplacements de professeurs. Un sujet « *au cœur de la perte de confiance des classes moyennes dans l'école* ».

Lui qui a présenté un plan anti-fraude sociale quand il était au budget a fait de ces « *Français qui travaillent et ne supportent plus de financer un modèle permettant à d'autres de ne pas travailler* » son cœur de cible. « *Les classes moyennes vont chercher dans le privé ce qu'elles ne trouvent plus dans le public* », déplore-t-il. La veille de sa nomination, il a raconté à Emmanuel Macron sa discussion avec un comptable, qui faisait chauffeur Uber le soir pour financer l'école privée de ses enfants, après une année désastreuse où le prof de maths de ces derniers « *n'a pas été remplacé pendant trois mois* ». « *C'est vers ces gens-là qu'il faut se tourner* », a insisté Attal, persuadé que « *les mouvements sociaux précèdent toujours les mouvements politiques* ». Et que si Marine Le Pen parvient à attirer à elle ces classes moyennes, elle sera élue dans quatre ans. « *Feu!* », a répondu le président.

Redoutable communicant, l'ancien porte-parole du gouvernement fera donc de la politique. Il annoncera dans les prochains jours l'interdiction de l'abaya à l'école. Et entend expérimenter l'uniforme dans plusieurs communes, avant la fin de l'année. « *Ça fait des années qu'on en parle. Tout le monde a un avis sur le sujet. Mais il ne s'est rien passé. Moi, je veux faire progresser le débat : ça passe par l'expérimenter vraiment.* » Une ligne à droite toute. Prudemment, l'intéressé s'en défend : « *Ce ne sont pas des sujets de droite, mais des préoccupations républicaines* », dit-il. Le très droitier maire de Béziers (Hérault), Robert Ménard, aurait déjà proposé sa commune pour ladite expérimentation.

Que reste-t-il de ses années de formation à gauche ? Formé au Mouvement des jeunes socialistes, Gabriel Attal a servi le gouvernement de François Hollande, au cabinet de la ministre de la santé Marisol Touraine. En 2007, il a voté Ségolène Royal, tout en admirant secrètement la campagne de Nicolas Sarkozy, qui le « *fascine* ». « *Parmi les politiques, il y a ceux qui sentent le pays et les autres* », dit-il. Lui est incontestablement plastique. « *Vide* », « *mécanique* », critiquent ses détracteurs.

Contrairement à l'ancien premier ministre Edouard Philippe ou à Gérard Darmanin, qui aimeraient réactiver le clivage droite-gauche, Gabriel Attal croit que « *l'espace central* », ouvert par Macron, survivra à ce dernier et il entend le préempter. Même si, pour l'heure, celui qui ne cache pas sa proximité avec son « *ami* » Jean Castex assure qu'il est bien trop tôt pour se projeter.

Peur de rien

L'offensive estivale de Gérard Darmanin qui, dans *Le Figaro* daté du 14 août, s'est positionné pour 2027, l'a agacé. Interrogé le 17 août sur Antenne Réunion, le ministre de l'éducation nationale





l'a d'ailleurs signifié, sans nommer son collègue de l'intérieur: «*Ceux qui donnent le sentiment que le sujet maintenant c'est ce qui se passe dans cinq ans [ne contribuent pas] à créer de la confiance avec des Français qui attendent qu'on agisse pour eux aujourd'hui.*» En sortant du studio, il s'inquiète auprès de son cabinet: «*Ça allait sur Gérard?*» Puis: «*Ce n'était pas personnel!*»

Attal ne veut pas ouvrir un front avec Darmanin. Les deux hommes, qui ont entretenu des relations tendues par le passé, viennent de nouer un pacte de non-agression. En pleine campagne pour Matignon, au début de l'été, le ministre de l'intérieur a été voir son cadet à Bercy pour un café. «*Ça a mal démarré entre nous*», a commencé l'ex-porte-parole de Nicolas Sarkozy, qui a commencé sa carrière au service du très droitier député UMP (devenu Les Républicains) du Nord Christian Vanneste, condamné pour «injures envers les homosexuels», ce qui a toujours hérissé l'ex-ministre du budget, qui ne fait pas mystère de son homosexualité. «*On va être dans le même aquarium pendant de nombreuses années...*», lui a rappelé Darmanin, soucieux d'apaisement. Les deux hommes doivent déjeuner le 30 août.

Attal a toutefois pris soin de baliser les échéances électorales de 2026 avec Macron. Quand il a vu ce dernier à l'Élysée, à la veille de sa nomination, il lui a dit qu'il s'engagerait bien sûr pleinement dans sa nouvelle mission, mais qu'il ne voulait pas pour autant que ce choix l'empêche d'être sur les rangs pour Paris, alors que son nom, comme celui du ministre des transports, Clément Beaune, est régulièrement cité comme possible candidat aux municipales. «*Tu as raison*, a répondu Macron, *on verra le moment venu.*» «*Je ne vais pas fermer une porte que je n'ai pas ouverte moi-même*», glisse l'intéressé au Monde.

Lui assure qu'il n'a peur de rien.

Pas même des turbulences qui agitent soudain le vol AF 671, reliant La Réunion et Paris. Gabriel Attal boucle sa ceinture et ajoute un peu de sauce piquante sur son cari de poulet. Il se souvient d'un voyage avec ses parents, quand il avait 6 ans. L'avion était tellement secoué que les masques à oxygène étaient tombés. Les passagers criaient, pleuraient. Quand ses parents se sont tournés vers lui, il riait. ■

SOLENN DE ROYER

EN 2007, ATTAL A VOTÉ ROYAL, TOUT EN ADMIRANT SECRÈTEMENT LA CAMPAGNE DE SARKOZY GABRIEL ATTAL CROIT QUE «L'ESPACE CENTRAL», OUVERT PAR MACRON, SURVIRA À CE DERNIER, ET IL ENTEND LE PRÉEMPTER

